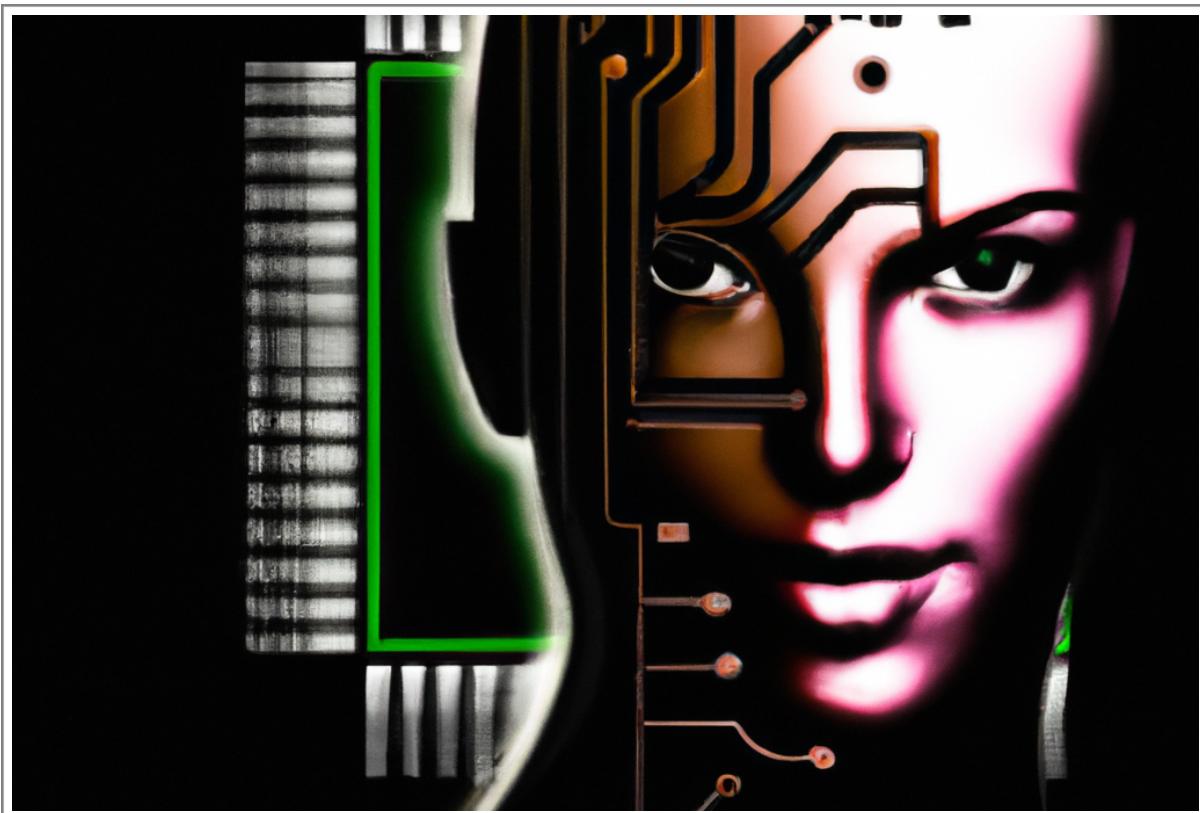


Chine - Taïwan : la puce à l'oreille

Genèse d'un conflit à venir



© anarcho-ecolo-coco

Mai 2022

Introduction :

Ce texte n'a pas vocation à devenir un manuel d'histoire. Toutes les informations apportées dans cet écrit sont sourcées avec des articles de presse, travaux universitaires ou ouvrages divers. Ce texte n'est pas non plus une diatribe contre le communisme ou le régime chinois.

Ce texte est une publication exclusive pour le site d'information www.anarcho-ecolo-coco.fr. Au-delà des prises de position éditoriales du site, la globalité du texte et des conclusions tirées de ce dernier sont des réflexions personnelles, n'ayant pas plus de valeur que celles d'un autre.

Ce texte est composé en deux grandes parties. Le premier revient sur l'histoire de l'île de Taïwan. Son rattachement à la Chine et la séparation entre les deux états depuis 1949 (chapitres 1 et 2). Dans un deuxième temps, je reviens sur les grandes questions actuelles (intervention américaine, attaque massive ou précise, impact mondial). Cette partie du texte est celle où je tire le plus de conclusions personnelles, il est tout à fait possible d'être en désaccord avec cette version de l'histoire à venir.

N'hésitez pas à poser des questions, donner votre avis dans les commentaires directement sur le blog. Pour soutenir notre travail, le plus simple est encore de partager cet écrit au plus grand nombre via les réseaux sociaux. Merci d'avance pour le temps que vous allez consacrer à cette lecture.

Mise en contexte

Taïwan est une république indépendante depuis 1949 et est à ce jour reconnue par 12 pays dans le monde. Le pays entretient cependant des relations commerciales et diplomatiques avec 57 états, dont les membres de l'UE et les États-Unis. Cet archipel compte plus d'une centaine d'îles, mais la grande majorité de la population se retrouve sur l'île de Taïwan. La capitale est Taipei. La nation a été fondée en 1949 par les « nationalistes » vaincus lors de la guerre civile chinoise.

Depuis la Chine « continentale » dans un premier temps mené par Mao Zedong a refusé de reconnaître l'indépendance de Taïwan. Aujourd'hui encore aux yeux de la Chine il s'agit simplement d'une province belligérante et les récents propos de l'ambassadeur de Chine en France sur les antennes de LCI ne vont pas améliorer la situation.

Alors que le centenaire de la révolution approche (2049) Xi Jiping, le président autoélu de la Chine, semble vouloir reprendre Taïwan par la force et unifier l'Empire. Avec le déclenchement en février 2022 de la guerre en Ukraine, la Chine semble avoir trouvé une opportunité pour attaquer Taïwan et l'Empire du Milieu semble à la recherche d'un *cassus belli* au plus vite.

Récemment Taïwan tente de se rapprocher des États-Unis. Avec l'élection en 2016 de Tsai Ing-wen, présidente pro-indépendance proche des États-Unis, la Chine a eu peur de perdre sa mainmise sur l'île.

Plus récemment la visite non officielle de Nancy Pelosi montre le soutien (au moins apparent) de l'Oncle Sam pour son allié taïwanais. Car cette petite île au large des côtes chinoises représente bien plus qu'un bout de terre à défendre comme pouvait l'être le Vietnam.

La question n'est pas seulement de stopper l'expansion d'un état rival (et d'une idéologie) comme ce fut le cas dans les années 70. Protéger Taïwan revient à protéger le mode de vie occidental et l'économie mondiale.

La Chine le sait très bien, et c'est justement cette double conséquence qu'il motive et qui empêche dans le même temps la guerre.

Les répercussions d'un conflit armé entre Chine « continentale » et l'île de Taïwan sont trop grandes pour que les États-Unis n'interviennent pas (c'est du moins le discours de la Maison-Blanche).

Cette possible intervention militaire américaine inquiète la Chine et freine les projets expansionnistes du pays. De l'autre côté, remporter Taïwan reviendrait à asseoir la Chine sur le toit du monde, sans la moindre concurrence possible. L'Empire du Milieu mettrait également la main sur le pétrole de notre époque moderne : les puces informatiques.

Chine - Taïwan

Une histoire liée

La République de Chine, communément appelée Taïwan, est un État-nation reconnu par 12 pays membres de l'ONU qui entretiennent des relations avec 57 autres nations. L'archipel est composé de 187 îles dont la plus grande, qui regroupe 90 % de la population, est Taïwan.

Malgré sa proximité avec la Chine continentale, l'île ne dispose pas d'une histoire centenaire avec cette dernière. Si des traces humaines ont été retrouvées dès 30 000 avant J.C, les échanges avec le continent sont rares. L'île ne présente jamais un grand intérêt pour les populations du continent. Elle est alors peuplée d'aborigènes hostiles et sa topographie n'en font pas une terre fertile pour l'agriculture et les rizières.

Sans grand intérêt stratégique pour la Chine continentale (qui préfère s'étendre vers le Nord et la Mongolie), il faut attendre 1542 pour que l'île connaisse un changement majeur dans son histoire.

Une expédition portugaise menée par Fernão Mendes Pinto aperçoit l'île pour la première fois. Selon la légende, les marins, subjugués par la beauté des rives, nomment l'île « Ilha formosa! » (*L'île magnifique*). Ce nom restera dans l'histoire sous le terme « Formose » (parfois écrit *Formoz*) jusqu'au XXe siècle.

Placée au nord de Canton, l'île devient rapidement un comptoir de commerce, notamment pour la Compagnie des Indes orientales qui s'installe en 1624 dans la région. Huit ans plus tard, ce sont les Espagnols qui prennent possession du nord et fondent la ville de Keelung. Les Occidentaux préfèrent cependant rester sur les côtes, l'intérieur des terres, le très montagneux étant peuplé par des aborigènes difficiles à mater.

Durant cette période les forces coloniales amènent de la main-d'œuvre de Chine, notamment pour cultiver les terres. C'est l'une des premières migrations massives vers l'île depuis des siècles.

Alors que les tensions entre la Chine et l'Europe sont de plus en plus grandes, la dynastie Qing s'intéresse enfin à l'île et ses richesses. En 1661 elle envoie le pirate Koxinga, sur l'île.

Il attaque avec succès les possessions néerlandaises. Avec une tactique de siège et de guérilla, Koxinga prend rapidement le contrôle des côtes. De leur côté les Européens sont touchés par des famines et des maladies.

Ne se sentant pas vraiment concernés par cette guerre loin de chez eux, les Néerlandais négligent les combats et plusieurs généraux sont corrompus par les hommes de Koxinga.

Le 1er février 1662, les Néerlandais se rendent et quittent l'île dans les semaines qui suivent.

Moins de six mois après, le pirate Koxinga s'éteint. Il est aujourd'hui encore vu comme le « père fondateur » de la nation Taïwanais et de nombreuses statues de cet homme (souvent représenté à cheval) sont visibles dans Taipei.

Son fils Zheng Jing lui succède à la tête de l'île. Il essaye de faire de Taïwan un territoire souverain et se détache peu à peu de l'influence des Ming. Alors que les terres agricoles sont rares sur l'île, il mène plusieurs attaques contre les côtes chinoises et les îles du Nord (archipel Ryūkyū).

Il meurt en 1682 et son fils Zheng Keshuang âgé de 12 ans seulement prend le pouvoir. En juin 1683 la dynastie Qing envoie son armée et prend le contrôle de l'île. Les Zheng refusent de se battre et se rendent.

Malgré cette prise de position, l'île est rapidement délaissée par le pouvoir et l'empereur Kangxi. L'île est abandonnée par une grande partie des colons chinois. Au total ce sont plus de 40 000 personnes qui rentrent sur le continent.

Durant les deux siècles qui suivirent, le gouvernement va interdire la migration vers Taïwan. Malgré la promulgation de plusieurs lois empêchant la traversée du détroit, cette barrière législative va tenter de nombreuses personnes.

En majorité de jeunes hommes, souvent turbulents, vont se rendre sur l'île afin de recommencer leur vie à zéro. Taiwan devient également un point de passage entre le Japon et la Chine.

Sur l'île, le retour de ces colons amène des tensions. Les aborigènes combattent violemment et le relief escarpé à l'intérieur des terres rend l'avancée des troupes chinoises difficiles.

Sans grand soutien de la part de Pékin, l'île est en autogestion. Elle ressemble alors beaucoup au Far West américain où la loi du plus fort règne en maître. Afin de reprendre la main sur la région et mettre fin aux tensions, le gouvernement Qing établit une frontière en 1772 entre les aborigènes et les colons.

Mais dans les faits ces nouveaux accords ne seront pas respectés. En 1840 l'île est menacée par les troupes anglaises dans le cadre de la guerre de l'opium. Finalement les Anglais ne stationneront pas longtemps sur place et quitteront l'île à la fin de la guerre.

1894 : première guerre sinojaponaise

En 1871, l'île connaît un nouveau tournant. Un navire provenant des îles Ryūkyū s'échoue sur les côtes. Les 54 marins japonais sont alors massacrés par les aborigènes. Le gouvernement central de Tokyo utilise ce drame pour justifier sa volonté expansionniste.

Dès 1874 le Japon envoie 2000 hommes au nord de l'île, non loin de Keelung. Cette première escarmouche fut stoppée par l'envoi de 9000 soldats chinois depuis le continent. L'île est alors très peu peuplée et ne présente qu'une importance symbolique pour les deux pays rivaux.

En plus de son voisin japonais, la France est l'une des puissances de la région. Avec l'Indochine, l'état tricolore, mené en métropole par Jules Ferry, essaye de mettre le commerce en avant dans la région.

La France demande notamment une libre circulation des navires commerciaux sur le fleuve Rouge entre Hanoï et le Yunnan. Mais ces échanges sont perturbés par les « pavillons noirs » des pirates chinois qui attaquent les navires français. Sous le commandement de Amédée Courbet, les troupes de la III^e république prennent le contrôle de Keelung et Tamsui sur l'île de Taïwan. Le général Joffre (futur maréchal) tente de prendre possession de l'île en vain en 1884.

La guerre franco-chinoise prend fin en 1885 alors que le gouvernement Ferry perd le pouvoir à Paris. Soucieux de mettre fin à ces troubles loin de la métropole qui coûte une fortune, Henri Brisson, nouveau chef du gouvernement, met fin aux opérations militaires dans ce que l'on appellera en France comme « l'affaire de Tonkin ».

La Chine continentale sort l'affaibli de cette guerre. Son ennemi de toujours, le Japon profite de l'occasion pour revendiquer à nouveau l'île de Taïwan. En 1894 la Première Guerre sinojaponaise commence. Le conflit se concentre surtout sur la Corée, territoire très important pour les deux pays. La guerre ne dure que six mois tant le Japon domine les batailles. Les Qing, allant de défaite en défaite, finissent par signer la paix avec le traité de Shimonoseki en février 1895.

Taïwan devient alors une possession japonaise. Occupées à se rendre en Corée, les troupes japonaises mettent cependant des mois à se rendre sur l'île. Durant ces quelques semaines, une jeune République va naître. Elle ne tiendra que cinq mois avant que l'armée nipponne ne (re) prenne le contrôle de l'île.

Cette annexion n'est cependant pas du goût des locaux. Aussi bien les quelques Chinois toujours présents sur les côtes que les aborigènes présents dans les montagnes de l'île. Les troubles sont si nombreux que le Japon envisage dès 1897 de vendre l'île à la France.

Chine -Taiwan

Victoire rouge et exode bleu

Sur le continent l'empire des Qing est de plus en plus faible. Au cours de l'été 1898, le jeune empereur Guangxu lance la « réforme des 100 jours ». L'objectif est d'élever le niveau de vie en Chine. L'empereur veut notamment réformer l'éducation, la politique et la culture du pays. Mais dans cette nation aux traditions millénaires, une telle réforme d'ampleur ne prend pas. L'empereur est déchu peu après par l'impératrice Cixi.

Affaibli par ce Coup d'État, le pouvoir impérial utilise la révolte des Boxers pour tenter, en vain, de contrôler les puissances coloniales occidentales. Finalement il faut attendre 1911 pour que les Qing abdiquent définitivement. Un homme se montre comme le nouveau leader de cette Chine républicaine pour la première fois en 2000 ans d'histoire, Sun Yat-Sen. Le fondateur du Kuomintang prend le pouvoir pendant un an avant d'être renversé à son tour par Yuan Shikai. Ce militaire de carrière réalise un nouveau Coup d'État dès 1913. Il prend les pleins pouvoirs et se fera même sacrer Empereur en 1915. Il espère ainsi contenter les conservateurs tout en conservant le soutien de l'armée.

Il faut attendre 1926 et la mort de Sun Yat-sen pour qu'un nouveau visage apparaisse à la tête du Kuomintang. Tchang Kaï-chek prend le pouvoir et obtient rapidement le soutien du parti nationaliste.

Dans le même temps, l'occupation japonaise n'est toujours pas acceptée sur Taïwan. La « révolte de Wushe » en 1930 entraîne la mort de centaines de soldats essentiellement par des aborigènes.

Pour réprimer ces attaques, la jeune unité « 731 » de l'armée japonaise met au point les premières armes chimiques de l'histoire. Elles seront utilisées sur des populations civiles, faisant des milliers de morts.

En Chine les distensions entre le Kuomintang et le PCC atteignent leur paroxysme au début des années 1930. Le massacre de Shanghai met fin à

l'accord de circonstances entre les deux partis. Tchang Kaï-Chek perd ainsi le soutien militaire et stratégique de l'URSS. Une partie du pays tombe dans les mains des seigneurs de guerre.

En octobre 1934, les cadres du PCC, chassés de toute part, se retrouvent dans les montagnes du Shanxi. Cette « Longue Marche » devient le mythe fondateur du parti et Mao Zedong s'affirme comme le chef incontesté (et incontestable) du mouvement communiste chinois. Cet évènement, qui aurait fait près d'un million de morts, va grandement servir à la mythologie politique chinoise et notamment au culte de la personnalité autour de Mao Zedong, leader suprême de la Chine communiste.

Les conflits entre communistes et nationalistes sont forcés de se calmer en 1937 au début de la Seconde Guerre sinojaponaise. L'armée japonaise, qui avait déjà envahi la Mandchourie en 1931, se livre à des massacres de masse, dont le plus connu reste celui de Nankin. Elle suit une règle simple, restée tristement célèbre comme le « commandement des trois Tous » « tue tout, brûle tout, pille tout ».

Pendant près de 5 ans, le Japon va régner sur les côtes chinoises. Elle met en place un gouvernement fantôme et collaborationniste, dirigé par Wang Jingwei. Cet ancien cadre du Kuomintang avait été présenté comme le successeur légitime de Sun Yat-sen avant d'être écarté du pouvoir par Tchang Kaï-Chek.

Malgré la domination technique et militaire, le Japon n'arrive pas à contrôler la Chine. Le pays est trop grand et le sud reste sous le contrôle du Kuomintang.

De son côté le PCC livre une guérilla dans les régions montagneuses et plus reculées. Dans un dernier espoir, le Japon tentera en 1944 de prendre le sud du pays pour rallier la Corée et l'Indochine. Cette avancée militaire, l'une des plus grandes de la 2de guerre mondiale sera stoppée dans son élan par le débarquement des troupes américaines dans le Pacifique.

Le 2 septembre 1945 après la reprise de la Mandchourie par l'URSS et les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki, le Japon capitule. La Chine se retrouve divisée entre un nord communiste et un sud dominé par le

Kuomintang. Le pays récupère également l'île de Formoz, qui devient officiellement Taïwan à cette date.

La paix ne durera que quelques semaines et la toute jeune République de Chine va s'effondrer dans une nouvelle guerre civile. Avec l'appui des communistes soviétiques, Mao Zedong et ses hommes prennent rapidement l'avantage. Malgré la signature d'une constitution commune en 1947, le Kuomintang et le PCC continuent de se combattre.

Sur l'île de Taïwan, plutôt épargnée par la guerre, les troupes de la République de Chine découvrent un pays développé et avancé. Les armées de Tchang Kaï Chek qui dominent la région profitent de la bonne santé de l'île pour en tirer beaucoup de ressources.

Les productions agricoles, grandement améliorées par les Japonais durant un demi-siècle d'occupation, sont détournées et envoyées sur le continent. Les « Taïwanais de souche » se rebellent et le 28 février 1947 ils prennent les armes pour protester.

Le pouvoir en place réprime ces manifestations par le sang et entre 10 000 et 30 000 Taïwanais sont massacrés. Cet « incident » connu sous le nom de code de « 228 » marque le début de la « terreur blanche » sur l'île.

Ce pouvoir de Tchang Kaï-Chek sur Taïwan ne l'empêche pas de perdre le contrôle sur le continent. Le Kuomintang est désavoué par une grande partie de la population et le 1er octobre 1949 la République Populaire de Chine est proclamée.

Deux mois plus tard, au cours du mois de décembre 1949, les élites nationalistes rejoignent l'île de Taïwan. Cet exode massif et « temporaire » est toujours d'actualité aujourd'hui.

Chine - Taïwan

Frères ennemis



Taipei, la capitale de Taïwan en 2022.

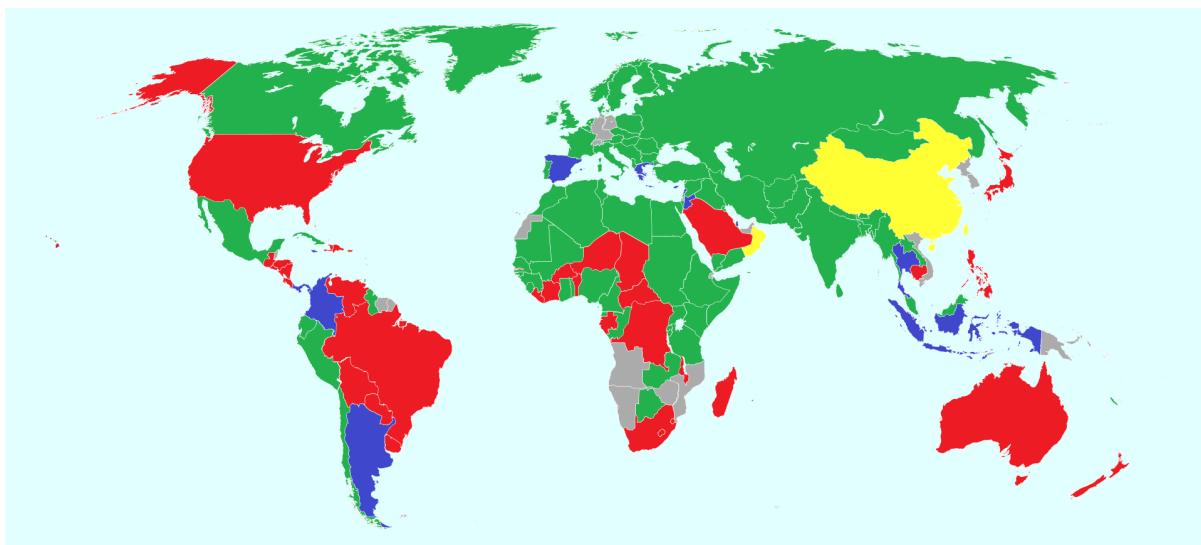
L'arrivée massive des nationalistes chinois (environ 2 millions de personnes) ne plaît pas aux « Taïwanais de souche » présents lors de l'occupation japonaise et qui ont souffert de « l'incident 228 ».

Tchang Kaï-Chek qui a débarqué avec le reste de son armée sur l'île arrive à prendre le pouvoir et impose son autorité. Les insurrections, nombreuses, sont balayées par les armes. Avec l'appui des États-Unis, qui utilisent Taïwan comme une base militaire lors de la guerre de Corée puis celle du Vietnam, Tchang Kaï-Chek maintient son pouvoir jusqu'à sa mort en 1975.

En 1971, alors que la Chine continentale prend de plus en plus d'importance sur l'échiquier géopolitique, elle récupère le siège de Taïwan aux Nations-Unies. La résolution 2758 est vécue comme un affront par Taïwan et les États-Unis. Le pays de l'Oncle Sam espérait pouvoir compter sur le soutien de l'Europe, mais toutes les nations du vieux continent votent pour l'adoption de la Chine

continentale à l'ONU. Seules les dernières dictatures que sont la Grèce et l'Espagne s'abstiennent.

La résolution 2758 dit en substance que « *le rétablissement de la République populaire de Chine dans tous ses droits et la reconnaissance des représentants de son gouvernement comme les seuls représentants légitimes de la Chine à l'ONU ainsi que l'expulsion immédiate des représentants de Tchang Kaï-Chek du siège qu'ils occupent illégalement à l'Organisation des Nations unies et dans tous les organismes qui s'y rattachent.* »



Carte des votes de la résolution 2758.

■ contre ■ pour ■ abstention

L'après Tchang Kaï-Chek

En 1975 Tchang Kaï-Chek meurt. Après trois ans de trouble dans les hautes sphères du pouvoir c'est finalement son fils, Chiang Ching-kuo, qui prend le pouvoir. Il ouvre le pays et offre un peu plus de liberté d'expression. Afin d'apaiser les tensions en interne, un dialogue commence à naître entre « Taïwanais de souche » « aborigènes » et « nationalistes déchus ». En 1987 la loi martiale est levée, après 60 ans de promulgation. Un an avant, en 1986, les partis politiques d'opposition sont autorisés.

Rapidement le Minjindang, parti démocrate progressiste, s'impose comme une force d'opposition au Kuomintang beaucoup plus conservateur et tourné vers le continent.

En 1988 Lee Teng hui prend le pouvoir. Il est réélu en 1996 lors de la première élection au suffrage universel direct. En 2000 c'est Chen Shui bien qui remporte l'élection. Il devient le premier dirigeant de Taïwan à ne pas appartenir au Kuomintang.

En 2004 l'élection présidentielle est marquée par de grands troubles. Le président sortant Chen Shui bien subit une tentative d'assassinat, tout comme sa vice-présidente Annette Lu.

En mars 2008, le Kuomintang récupère le pouvoir avec Ma Ying-jeu. Il sera réélu en 2012 avant de laisser la place à Tsai Ing-wen, membre du parti démocrate progressiste et ouvertement indépendantiste. La première présidente de l'histoire de l'île va conserver le pouvoir en 2020 au cours d'une élection à la participation record (74 %).

Différents sondages montrent que depuis le début des années 2010 les Taïwanais sont de plus en plus nombreux à souhaiter l'indépendance claire de leur pays. En mars 2016, 56 % des citoyens se disaient prêt à revendiquer cette indépendance. Un chiffre encore plus important en ce qui concerne la jeunesse du pays qui prône l'indépendance dans 3 cas sur 4.

En Chine continentale les chiffres sont évidemment différents. Bien que le pays se soit ouvert sur le monde avec la mort de Mao Zedong en 1976. Il reste une dictature où la liberté d'expression est un vaste songe. La ligne du PCC, qui tient le pays d'une main de maître depuis 1949 n'a cependant pas bougé sur la question de Taïwan. L'île dispose toujours du même statut depuis 1945. Elle est donc la 23e et dernière province de la République Populaire de Chine et elle est, à ce titre, sous les ordres de Pékin et du PCC.

Si dans les faits Taïwan dispose d'une autonomie militaire, politique et financière, les deux pays sont toujours très proches. Les Taïwanais ont toujours de la famille (plus ou moins éloignée) sur le continent et des milliers de personnes traversent le détroit tous les jours pour aller travailler.

La région de Canton est très prisée par les Taïwanais. Économiquement elle est très ouverte sur le monde et les emplois de cadres ou d'ingénieurs se trouvent facilement. Selon Pékin ce sont plus de 60 000 entreprises taïwanaises qui ont

des installations en Chine continentale. Ce chiffre est cependant à prendre avec des pincettes, Pékin ayant tendance à améliorer artificiellement les relations entre l'île et le continent.

Les deux nations revendiquent aujourd'hui le territoire de l'autre. Officiellement la république de Taïwan se dit toujours « souveraine » sur la Chine continentale. L'inverse est tout aussi vrai. Cette situation pourrait amener Pékin à un casus belli. Alors que le centenaire de l'indépendance approche, Xi Jiping a fait de l'intégration des « régions administratives spéciales » (Hong Kong, Macao et à ses yeux Taïwan) sa priorité.

Au-delà de l'aspect idéologique, un rattachement de Taïwan serait une excellente nouvelle pour l'économie chinoise. À condition que cette annexion se fasse sans déstabiliser le commerce mondial, notamment celui des semi-conducteurs, le nouveau pétrole de notre époque.

Chine - Taïwan

La puce à l'oreille

L'objet de toutes les convoitises ne mesure que quelques millimètres. Un carré de nouvelles technologies qui contrôle nos voitures, téléphones, ordinateurs, avions et bientôt nos routes, nos maisons et même nos cerveaux (qui sait ?).

Les semi-conducteurs sont, pour faire simple, le « cerveau » de tous les objets électroniques que nous pouvons avoir autour de nous. Nés en même temps que l'informatique, les semi-conducteurs sont généralement constitués de silicium (Silicon en Anglais).

Leur importance est telle qu'ils donneront leur nom à la fameuse Silicon Valley, pouponnière des grandes entreprises technologiques comme Google, Apple, Facebook ou Microsoft (bien que cette dernière ait été fondée à Seattle dans un premier temps.)

Le procédé derrière les semi-conducteurs a été découvert en 1833 par Michael Faraday. Un siècle plus tard, en 1931, Alan Wilson découvre la capacité d'isolant des semi-conducteurs. En 1947 le premier transistor voit le jour. C'est le composant le plus important dans un circuit électronique. Il permet de transformer un courant électrique en information grâce aux modulations de ce dernier.

Deux ans plus tard, Herbet Mataré fonde Intermetall, la première entreprise de production et de commercialisation de transistors au monde. Ils mesurent alors quelques centimètres. En 1954 l'entreprise Texas Instruments construit les premiers transistors en silicium.

Quatre ans plus tard, Jack Kilby, membre de l'équipe de recherche de cette même société, produit le premier circuit imprimé complet.

Dans les années 1960, la production de puces informatiques (ou circuit imprimé complet c'est la même chose) décolle. Rapidement les États-Unis dominent ce marché. Intel et Texas Instruments deviennent les premiers producteurs

mondiaux de puces. Mondialisation oblige, ils exportent leurs usines au Japon et en Corée à la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée moins chère.

En parallèle, les deux états asiatiques comprennent l'intérêt d'une telle production et tentent de développer leur propre système.

Toshiba et Samsung prennent alors leur essor. En 2021 la première est toujours la plus grande productrice de puces de son pays tandis que le coréen Samsung domine le marché mondial avec plus de 83 milliards de dollars de chiffre d'affaires.

Cette prise d'autonomie est cependant assez mal vue par les États-Unis qui tentent au cours des années 2000 de freiner l'essor des technologies coréennes et japonaises, au profit des produits Américains. C'est ici que Taïwan tire son épingle du jeu.

Lors du premier choc pétrolier de 1973, le ministre de l'Économie de l'époque, Sun Yun suant, fait le choix de développer l'industrie des semi-conducteurs. Devenu Premier ministre de l'île, il recrute en 1985 Morris Chang, le vice-président des semi-conducteurs de Texas Instruments.

Il lui confit la toute nouvelle entreprise nationale TSMC (Taiwan Semiconductor Manufacturing Company). Cette dernière est financée à ses débuts pour moitié par l'État. Elle reçoit rapidement le soutien de Philips qui produisait déjà des puces sur l'île.

Dès 1988 TSMC produit une puce avec une technologie de 1,5 micron. Cette taille est une unité de mesure courante pour les puces informatiques, elle correspond à la taille d'un transistor. Pour rappel, le premier modèle jamais produit (en 1947) faisait environ la taille d'une gomme. En 1988 TSMC produit un transistor aussi épais qu'un cheveu.

Rapidement Taïwan va devenir l'usine du monde en ce qui concerne les semi-conducteurs au grand damné de sa voisine chinoise qui est « l'usine du monde » pour tout le reste ou presque.

Alors que l'informatique se développe, les semi-conducteurs deviennent des éléments essentiels dans les années 2000. TSMC devient alors le sous-traitant favori des multinationales américaines.

L'entreprise produit aujourd'hui des puces pour Nvidia et AMD (deux des trois plus grandes sociétés d'informatique avec Intel), mais aussi pour Qualcomm (qui équipe tous les téléphones Android ou presque) et Apple (pour les iPhone, iPad, Mac...)

Avec cette production massive, TSMC est en 2021 le troisième plus gros producteur de puces informatiques derrière Intel et Samsung. Une toute-puissance qui dérange beaucoup la Chine voisine et son dirigeant Xi Jiping.

Alors que la République populaire misait sur les produits manufacturés pour mettre du « Made in China » dans tous nos rayons de supermarchés, Taïwan a fait le pari inverse, se rendant indispensable dans l'invisible. Le petit état a réussi à assurer sa protection avec cette dépendance technologique de l'Occident.

En 2021, le marché des semi-conducteurs entre en crise. Si les causes de cette pénurie sont multiples (pandémie, hausse record de la demande, tension du marché...), les conséquences sont toutes connues.

Des usines entières doivent fermer, faute de pièces, et les gouvernements doivent rationner les stocks. Ce premier « choc informatique » (en référence au choc pétrolier de 1973) secoue le monde occidental et aide à prendre conscience de l'importance de ces petits morceaux de silicium.

Aujourd'hui le marché des semi-conducteurs pèse 440 milliards de dollars. Si TSMC est loin d'être la seule entreprise à produire des puces, ni même celle qui en sort le plus de ses usines, elle dispose d'une avance de technologie énorme. Alors qu'Intel, principal concurrent du Taïwanais, arrive à graver avec une précision de 10 nm, TSMC vient de faire une démonstration de gravure en 3 nm pour l'un de ses clients, un certain Apple.

Ces puces, plus petites, plus puissantes et plus économies, permettent de faire tourner le dernier iPhone, mais elles seront bientôt dans nos voitures autonomes, maisons connectées, satellites de géolocalisation et prothèses bioniques.

Chine-Taiwan

Mariage forcée aux conséquences apocalyptiques ?

La pénurie de semi-conducteurs en 2021 a permis à l'Occident de prendre conscience de son retard technologique. Dans l'urgence des investissements ont été décidés, notamment en France.

De l'autre côté de l'Atlantique, TSMC a promis l'ouverture d'une usine de production de puces dans l'Arizona. Ce projet à 12 milliards de dollars devrait voir le jour en 2024, minimum.

En Europe c'est la ville allemande de Dresde qui a été choisie. Le fief de l'extrême droite germanique devrait donc voir des centaines d'ingénieurs taiwanais débarquer dans les prochaines années, à la recherche de cadres hautement qualifiés dans le domaine de l'informatique.

Mais Taïwan sait que ses rêves d'indépendance reposent sur la production de ces puces et sur son savoir-faire. L'entreprise s'est bien gardée de construire son usine « Southern Taiwan Science Park » (la plus chère du monde) sur l'île. Ce projet, estimé à 17 milliards de dollars a ouvert en 2020. C'est ici que les puces en 3 nm sont construites dans une salle blanche de 58 000 m².

Plus de 11 000 personnes travaillent entre ces murs, ce qui fait de TSMC l'un des plus gros employeurs de tout Taïwan. Mais cette richesse technologique attire. En premier lieu, son voisin chinois qui compte bien finir par mettre la main sur cette technologie qui lui échappe.

La Chine continentale avait essayé, dans les années 2010, de rattraper son retard en usant d'espionnage industriel et de sa main-d'œuvre bon marché. Avec Huawei, Pékin pensait avoir trouvé l'entreprise parfaite pour déstabiliser TSMC et la toute-puissance taïwanaise.

La société proche du PCC avait même réussi à remporter un juteux contrat sur le sol américain pour l'installation d'antennes 5 G. Mais c'était sans compter sur

l'élection de Donald Trump. Le 44e président des États-Unis voulait remettre l'impérialisme au premier plan (Make America Great Again). Jouant sur la nostalgie d'une époque révolue (a-t-elle seulement existé), il rejette l'arrivée des antennes de Huawei et déchire le contrat, sous prétexte d'espionnage de masse de la Chine sur le peuple américain. Edward Snowden nous avait pourtant démontré il y a près de 10 ans que la surveillance de masse n'était pas une discipline inconnue pour la Maison-Blanche et ses services de renseignement.

Malgré les efforts de Huawei pour rester compétitif, les lois américaines brident le développement de l'entreprise qui sombre dans l'oubli en Occident. Elle est aujourd'hui remplacée par Xiaomi, plus discrète dans son expansion.

Du côté de Taipei, l'équation est assez simple. La survie et la semi-indépendance de l'île dépendent du bon vouloir de Washington. Une situation loin d'être confortable, mais Tsai Ing-wen réussit à merveille ce jeu d'équilibriste.

Elle se rapproche de plus en plus de son grand frère capitaliste, quitte à s'attirer les foudres en interne des nostalgiques du Kuomintang qui croient toujours en une réunification nationaliste des deux Chine.

Récemment les liens entre Taïwan et Washington semblent plus forts que jamais. Les deux pays savent qu'ils ont besoin l'un de l'autre. Car si Taipei a besoin de la Navy américaine, cette dernière ne peut rien faire sans les puces de TSMC. Le serpent se mord la queue jusqu'au cou.

Enfin, Pékin est face à un dilemme. Le pays a compris qu'une réunification pacifique avec Taïwan n'est pas envisageable. Reprendre l'île devra se faire par la force. Or, une attaque frontale entraînera des sanctions économiques (comme la Russie en a subi lors de l'invasion de l'Ukraine), mais aussi et surtout une réaction de la Maison-Blanche.

Cette dernière osera-t-elle se lancer dans une 3e guerre mondiale ? Difficile à prédire, mais les dernières annonces de Joe Biden vont dans ce sens. Le président, candidat à sa propre réélection, ne devrait pas changer de position d'ici 2024, et rien n'assure Pékin que son successeur sera plus enclin à discuter avec la Chine.

L'histoire nous montre que pour défendre ses intérêts et les biens qui lui sont chers (comme le pétrole irakien) les États-Unis n'hésitent pas à prendre les armes. En sera-t-il de même pour Taïwan, en sachant que l'adversaire sera d'un tout autre calibre qu'en 2003 ?

Si pendant longtemps les politologues ont vu dans la puissance militaire américaine une raison suffisante au maintien de la paix. Cette force potentielle ne semble plus faire peur à ce grand monde au sein du PCC. Le parti communiste chinois (qui n'a plus de communiste que le nom) est sûr de ses forces et les derniers exercices militaires menés dans le détroit entre Taïwan et le continent ne sont pas là pour nous rassurer.

L'Europe, de par sa neutralité de façade, joue le jeu de la Chine et de la guerre. En ne prenant pas clairement position pour l'un, ou l'autre, le vieux continent souffle sur les braises. Il sera alors le premier à s'étonner lorsqu'elles prendront feu à la première étincelle.

Taïwan de son côté essaye de conserver une autonomie, une indépendance, sans se détacher du continent. Les habitants de l'île sont avant tout des Chinois réfugiés et ils ont pour beaucoup de la famille et un emploi sur le continent.

Lancer une guerre de « réunification » comme le souhaite Xi Jiping (à la manière des grandes manœuvres de Poutine en Ukraine) serait un jeu dangereux pour le dictateur chinois.

Xi Jiping voit bien les conséquences de la guerre à Moscou. L'entêtement de Vladimir Poutine n'aurait fait qu'armer davantage les troupes ukrainiennes qui préparent désormais une contre-offensive.

Sur l'île de Taïwan, le scénario pourrait être le même. Lors du dernier exercice militaire chinois en date, les troupes ont simulé une prise massive et rapide de l'île. Un *blitz krieg* qui rappelle là encore les projets de Poutine à Kiev. Reste à savoir quand cette attaque sera lancée, et qu'elles en seront les conséquences.